



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orleans Cedex 2

Parçay-meslay, le 11/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC GRAND OUEST**

5-7 rue des Piliers de la Chauvinière  
44800 Saint-Herblain

Références : VAT20240352  
Code AIOT : 0010008581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC GRAND OUEST
- Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010008581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement de papier-carton principalement (97% des déchets réceptionnés) ; tri par qualité et mise en balle. Les autres déchets réceptionnés sont des emballages

en matière plastique, bois (palettes), ...

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Conception des sols (coté ouest du site)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets admis (provenance)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Rubrique ICPE	AP Complémentaire du 24/04/2015, article 2	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Sans objet
3	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Traçabilité DND	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.3	/	Sans objet
6	Vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 33	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	NC1 VI 23/01/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
9	Conditions d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	Condition d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28	/	Sans objet
11	Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 48	prescription	
12	Conception des sols	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
14	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déchets admis (provenance)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Provenance des déchets admis
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets admis sur le centre de tri proviennent des industriels, artisans et commerçants du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 4/07/2023 :</u> Des déchets provenant de départements non autorisés ont été réceptionnés en 2022.</p> <p><u>Observations du 4/07/2023 :</u> L'inspection a consulté les déclarations GERE 2022 de l'installation. Des déchets provenant des départements 16, 79, 91, 28, 87, 92, 44, 45, 61, 69, 77, 94 ont été réceptionnés en 2022 alors que seuls des déchets provenant du département d'Indre et Loire et des départements limitrophes sont autorisés à être réceptionnés.</p> <p>Le constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023 (délai de 3 mois pour le respect de la prescription).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 :</u> La déclaration GERE 2022 de l'installation mentionne des départements de provenance des déchets en dehors de la zone de chalandise autorisée. Concernant les départements 16, 79, 91, 28, 44, 45, 61, 69, 77 et 94, il s'agit d'adresse de sièges</p>

sociaux. Les déchets sont collectés dans le cadre de tournées comprenant plusieurs points de collecte. Nous indiquons alors l'adresse du siège social de l'entreprise. Comme proposé par l'inspection des installations classées, nous avons corrigé ces provenances en faisant apparaître le code INSEE de la commune principale collectée. Concernant les apports du 87, ceux-ci correspondent à un client situé à Limoges. Les déchets de ce dernier ont été orientés vers une installation du Groupe Paprec située à proximité autorisée à les recevoir. Vous trouverez en Annexe 1 un extrait de notre registre d'entrée avec les codes INSEE correspondants.

Inspection du 04/07/2024 : 876,26 tonnes en provenance de Haute Vienne (87) sont déclarées dans GEREPE en 2023. Les registres des déchets entrants 2023 et les registres des déchets entrants des mois de janvier à mai 2024 transmis par l'exploitant ont été consultés par l'inspection : le dernier apport de déchets en provenance du département 87 date du 28/12/2023 ; pas d'apport en 2024 entre le 01/01/2024 et le 31/mai/2024 du département du 87 ou d'autres départements non autorisés.

L'exploitant précise que le contrat relatif aux déchets du 87 a été modifié ; ces déchets sont désormais envoyés vers le centre PAPREC/COVED de Panazol.

**Pas d'écart constaté.**

**L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 est respecté sur ce point.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

## N° 2 : Rubrique ICPE

**Référence réglementaire** : AP Complémentaire du 24/04/2015, article 2

**Thème(s)** : Situation administrative, Rubrique et volume autorisé

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024

### Prescription contrôlée :

Les activités exercées par la société PAPREC RESEAU relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- rubrique 2714.1 pour un volume autorisé de 3 800 m<sup>3</sup>, régime de l'autorisation
- rubrique 2718.1 pour un volume autorisé de 1,2 t, régime de l'autorisation
- rubrique 2710.2.b pour un volume autorisé de 500 m<sup>3</sup>, régime de l'enregistrement

### Constats :

Constats du 04/07/2023 : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet au titre de l'article R. 181-46 avant sa réalisation la réception de certains déchets, activités non couvertes par les rubriques listées dans l'APC du 24/04/2015 article 2.

Observation du 04/07/2023 : L'inspection a constaté lors de la visite du site la présence de capsules usagées de type Nespresso stockées sur le site. Selon l'exploitant, il s'agit de capsules qui ne proviennent pas du producteur initial de ces déchets. Cette activité ne relève ainsi pas de la rubrique 2710 (Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces

déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719) mais de la rubrique 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719). L'exploitant n'est pas autorisé à ce jour à exercer une activité relevant de la rubrique 2713. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet son activité de tri, transit, regroupement relevant de la rubrique 2713 au titre de l'article R.181-46.

Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 : Afin de pouvoir recevoir des capsules Nespresso classées au titre de la rubrique 2713, nous vous transmettrons un porter à connaissance. Dans l'attente du dépôt de ce dossier, les déchets concernés ont été orientés vers un autre site autorisé du Groupe PAPREC.

Inspection du 04/07/2024 : L'exploitant précise que le porté à connaissance sera envoyé après celui concernant le projet de PAPREC au 4 rue Jules Verne. L'état des stocks au 03/07/2024 a été consulté : pas de métaux identifiés. Aucun stock de métaux de type capsules d'expresso n'a été vu sur le site.

**Pas d'écart constaté.**

**L'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 22/12/2023 est respecté sur ce point.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

### N° 3 : Traçabilité DND

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Registre chronologique déchets entrants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

<p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 04/07/23</u> : Le registre des déchets entrants du mois de janvier 2023 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets. Le code de traitement des déchets entrants est erroné (R3 au lieu de R12).</p> <p><u>Observations du 04/07/2024</u> : Vérification par sondage.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre chronologique des déchets entrants du mois de janvier 2024. Le registre est complet (toutes les informations requises sont complétées).</p> <p>La DREAL se rapprochera du ministère pour confirmer ou infirmer le code à utiliser entre R3 et R12 et tiendra l'exploitant informé de la réponse.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

#### N° 4 : Traçabilité DND

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Registre chronologique déchets sortants
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Constat du 04/07/2023 : Le producteur du déchet mentionné dans le registre des déchets sortants du mois de janvier 2023 est erroné (PAPREC Touraine à Joué les Tours au lieu de PAPREC Grand Ouest à La Riche).

Observations du 04/07/2024 : Vérification par sondage.

L'exploitant a présenté le registre chronologique des déchets sortants du mois de janvier 2024.

Ce registre est bien renseigné, l'erreur sur l'identification du producteur du déchet a été corrigée.
<b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déchets stockés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités maximales stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Voir tableaux de l'article 2.3 listant les quantités maximales stockées par nature de matériaux
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection l'état des stocks au 03/07/2024. A cette date, sont comptabilisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 545 tonnes de papier/carton pour 3 000 tonnes autorisées</li> <li>• 48 tonnes de déchets en attente de tri pour 65 tonnes autorisées</li> <li>• 45 tonnes de bois pour 15 tonnes autorisées</li> <li>• 42 tonnes de déchets industriels non dangereux pour 50 tonnes autorisées</li> <li>• 1,2 tonnes de refus de tri pour 20 tonnes autorisées</li> </ul> <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Vérification périodique des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  <u>Constat du 04/07/2023 :</u> Les installations électriques ne sont pas correctement entretenues.

<p><u>Observations du 04/07/2023</u> : L'exploitant a présenté le rapport DEKRA correspondant à la vérification des installations électriques réalisée le 22/06/2022. Le certificat Q18 associé mentionne que l'état des installations « peut entraîner des risques incendies et explosions » en raison de « la présence de poussière dans les armoires électriques ». Le rapport d'IR Vision (vérification par thermographie infrarouge) en date du 06/12/2022 ne mentionne aucune anomalie.</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024</u> : [...] Le rapport DEKRA présenté était celui du 22/06/2023 et non celui du 22/06/2022. Ce dernier a été réceptionné le 02/07/2023 soit deux jours avant la visite d'inspection. Les non-conformités ne pouvaient donc pas être levées avant la visite d'inspection du 04/07/2023. Le 22/09/2023, la société STEI est intervenue pour lever les non-conformités relevées dans le rapport. Vous trouverez en Annexe 3 le rapport d'intervention permettant de justifier la levée des non-conformités.</p> <p><u>Visite d'inspection du 04/07/2024</u> : Le rapport APAVE de vérification des installations électriques (intervention du 11/06/2024) présenté par l'exploitant mentionne que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".</p> <p><b>Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

#### N° 7 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.2</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Plan des réseaux (vannes)</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>+ les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li> <li>+ les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs..),</li> <li>+ les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats</b> :</p> <p><u>Observations du 03/07/2023</u> : Le plan des réseaux présenté par l'exploitant ne contient pas toutes les informations attendues : pas d'information sur l'eau d'alimentation (origine, distribution,</p>

<p>protection) ; les ouvrages (2 vannes d'obturation manuelle sur le réseau d'eaux collectées en cas d'incendie et les compteurs le cas échéant) ne sont pas clairement localisés sur le plan présenté.</p> <p><u>Constat du 03/07/2023</u> : Le plan des réseaux est incomplet.</p> <p><u>Visite d'inspection du 04/07/2024</u> : l'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour par Transterrassement daté du 04/09/2023. Sur celui-ci, on y retrouve tous les éléments requis ; le réseau d'eau d'alimentation et les ouvrages ont notamment été ajoutés.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>

N° 8 : NC1 VI 23/01/2020

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 17</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Cloture</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux et la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.</p> <p>Les heures de fonctionnement et de réception sont affichées à l'entrée du site. En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.</p>
<p><b>Constats</b> :</p> <p><u>Constat du 23/01/2020</u> : Le site n'est pas efficacement clos.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 05/02/2020</u> : « [...] notre visite du site est très souvent la cible d'effractions, qui ont systématiquement pour conséquence la détérioration de la clôture. Nous réalisons régulièrement des travaux de réparation de cette clôture. Nous vous joignons les factures des réparations opérées ces dernières années. Nous avons à l'heure actuelle un devis de près de 10 000 €HT pour la réfection de la clôture. Les travaux vont être réalisés d'ici le 1er trimestre 2020. En parallèle, nous vous informons que nous allons prendre rendez-vous avec la Mairie pour tenter de trouver des solutions à ses actes de vandalismes répétés malgré les plaintes déposées régulièrement par nos voisins industriels et nous-mêmes. [...] »</p> <p><u>Observations du 04/07/2023</u> : le jour de la visite, l'inspection a constaté la réparation effective de la clôture (zone identifiée en 2020) mais également l'absence de clôture dans la zone côté droit du site derrière la réserve d'eau et au niveau des bennes de déchets stockées sur l'aire extérieure (voir planche photographique, photo n°2).</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024</u> : Afin de compléter la clôture du site dans la zone côté droit du site, des travaux ont été réalisés avec la société Touraine Clôture en octobre 2023.</p> <p><u>Visite d'inspection du 04/07/2024</u> : L'inspection a pu faire le tour du site et constater l'existence</p>

d'une clôture sur tout le périmètre du site.

**Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Conditions d'entreposage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'entreposage des autres dépôts (hauteur et éloignement)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les dépôts constitués dans des box, à moins de cinq mètres des limites de propriété, leur hauteur sera limitée à celle des dits box diminuée d'un mètre, sans en aucun cas pouvoir dépasser trois mètres.

Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade, haie, etc., l'éloignement des dépôts de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des dépôts.

Le terrain sur lequel sont répartis les dépôts est quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie.

**Constats :**

Constats du 03/07/ 2023 :

- Le dépôt de déchets plastiques situé sur l'aire extérieure dans un box délimité par des blocs de parois bétons a une hauteur supérieure à celle autorisée.
- L'éloignement de ces dépôts de déchets de la clôture en limite de propriété est inférieur à la distance autorisée.

Observations du 03/07/2023 : Le dépôt de déchets plastiques situé sur l'aire extérieure dans un box délimité par des blocs de parois bétons a une hauteur au moins équivalente à la hauteur des parois bétons (hauteur estimée à 2 mètres minimum) [...]. Ce dépôt de déchets plastiques a ainsi une hauteur supérieure à celle autorisée.

La paroi arrière du box ne constitue pas une clôture susceptible de s'opposer à la propagation du feu puisque celle-ci est constituée avec des blocs de parois bétons disjoints. Un écart d'au moins 20 cm entre 2 blocs béton à l'arrière du box a été constaté le jour de l'inspection [...]. La distance entre la paroi du box et la clôture en limite de propriété est de moins de 1,5 mètres [...]. L'éloignement des dépôts de déchets de la clôture est ainsi inférieur à la distance autorisée. Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023.

<p>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 : L'alvéole de stockage indiquée dans le rapport d'inspection a été supprimée. Il n'est donc plus nécessaire de réaliser des actions pour respecter l'éloignement des dépôts de déchets de la clôture.</p> <p>Visite d'inspection du 04/07/2024 : la visite du site lors de l'inspection a permis de confirmer que l'alvéole de stockage a été supprimée.</p> <p><b>Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Condition d'entreposage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'entreposage des dépôts extérieurs (hauteur)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dépôts extérieurs sont constitués de bois, de palettes, de papier en vrac, de balles de papiers, de carton en vrac, de balles de cartons, de déchets industriels non dangereux.</p> <p>La hauteur des dépôts ne devra pas dépasser trois mètres. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La hauteur des dépôts extérieurs vus lors de la visite du site ne dépasse pas trois mètres.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Protection des milieux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépôt d'hydrocarbure</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement</p> <p>Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats du 04/07/2023</u> : Présence de deux écoulements d'hydrocarbure près de la réserve d'eau</p> <p><u>Observations du 04/07/2023</u> : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence près de la réserve d'eau de deux étendues noires au sol (écoulements d'hydrocarbure sur une surface d'environ 1 m<sup>2</sup> [...]).</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024</u> : Les deux écoulements d'hydrocarbure près de la réserve d'eau ont été nettoyés. Les déchets dangereux produits dans le cadre de ce nettoyage ont été traités par un organisme agréé. Vous trouverez en Annexe 6 le BSD correspondant à l'évacuation de ces déchets.</p> <p>Une photographie a été fournie par l'exploitant.</p> <p><u>Visite d'inspection du 04/07/2024</u> : l'inspection a pu constater qu'à l'emplacement des deux zones concernées, la dalle béton est propre.</p> <p><b>Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Conception des sols

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conception des sols</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires de réception, de triage et de stockage des différents produits doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de pluie, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 50.</p> <p>Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 04/07/2023</u> : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'existence d'une zone non étanche (sol à nu friable) près de la réserve d'eau du côté de la route [...].</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 23/12/2023.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/06/2024</u> : Lors de la visite d'inspection, il a été relevé la présence d'une zone non étanche des sols. Des travaux d'étanchéités ont été réalisés sur la zone indiquée.</p>

<p>Vous trouverez en Annexe 2 la facture.</p> <p>Visite d'inspection du 04/07/2024 : l'inspection a pu constater lors de la visite du site que la zone concernée a fait l'objet de travaux et que la dalle béton a été refaite à l'endroit en question (coté nord du site).</p> <p><b>Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Conception des sols (coté ouest du site)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conception des sols</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires de réception, de triage et de stockage des différents produits doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de pluie, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 50.</p> <p>Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des travaux de rénovation de la dalle béton ont été effectués depuis la dernière inspection de 2023 mais l'inspection a pu constater lors de la visite du site qu'une zone de 20 cm environ de large le long du côté ouest du site sur 50 m de long n'était pas étanche (absence de dalle ou dalle abimée). Le jour de l'inspection des camions étaient stationnés à proximité de cette zone.</p> <p>L'exploitant a expliqué avoir prévu de continuer à effectuer des travaux de rénovation/réparation de la dalle tous les ans. Il a présenté un devis signé de Transterrassement en date du 23/05/2024 (devis n°D062E).</p> <p><b>Constat du 04/07/2024 : côté ouest du site, une zone de 20 cm de large environ sur 50 m n'est pas étanche (zone à l'extrémité de la dalle côté clôture).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Contrôle de la radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/02/2024

#### **Prescription contrôlée :**

##### **I. Admissibilité des déchets**

[...] L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

#### **Constats :**

Constats du 04/07/2023 : Absence de contrôle de radioactivité

Observations du 04/07/2023 : L'exploitant a confirmé ne pas procéder au contrôle de la radioactivité des déchets (avant réception ou à la réception sur site).

Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 22/12/2023 (délai : 6 mois après la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure).

Réponse de l'exploitant du 24/06/2024 : un portique de détection de radioactivité est en cours d'installation. En effet suite à la fermeture du site de Joué les Tours, nous avons récupéré le portique afin d'équiper le site de La Riche. Les travaux sont à l'étude avec la société GEDIMAT pour les socles bétons et la société BERTHOLD pour la mise en service des portiques. Nous prévoyons une mise en service avant le 31 juillet 2024.

En attendant l'installation, les apports sont contrôlés avec un radiamètre portatif.

Vous trouverez en annexe 5 le devis de l'entreprise BERTHOLD.

Visite d'inspection du 04/07/2024 : vu le devis de l'entreprise BERTHOLD n°DS424403 signé du 11/06/2024 pour la remise en service du portique Gammascan LB112 n°11-3058. Selon l'exploitant, le portique sera installé courant de l'été.

L'inspection a pu assister à l'utilisation du radiamètre portatif par un opérateur à l'arrivée d'un camion transportant des déchets.

Les consignes d'utilisation du radiamètre (datées du 15/06/2024) ont été présentées à l'inspection.

**Pas d'écart constaté. L'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2023 peut être levé sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite